

PARIS-WASHINGTON-ROME-DOHA

Libye : qui est responsable du chaos ?

Chef de file de la coalition internationale, la France est en grande partie responsable de la situation chaotique qui sévit en Libye. Nicolas Sarkozy et François Hollande se sont totalement désengagés de ce pays dès la chute de Mouamar Kadhafi.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - «J'ai approuvé l'intervention en Libye, mais j'ai regretté que l'accompagnement n'ait pas suivi». Cette sentence n'est pas d'un dirigeant arabe ou africain mais celle du président français. François Hollande avait tenu ces propos en octobre 2012, en marge du sommet de la francophonie qui s'est déroulé au Congo.

L'aveu de Hollande est bien plus qu'une critique de son prédécesseur, Nicolas Sarkozy. C'est une reconnaissance explicite que l'intervention de la France est la cause du chaos en Libye. Car son engagement fut autant politique que militaire. Le 10 mars 2011, la France était le premier Etat à reconnaître officiellement le Conseil national de transition.

Nicolas Sarkozy et son ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé, on mené une véritable bataille diplomatique au sein

des instances européennes afin d'imposer le principe de l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne. Un objectif qu'ils n'ont pu atteindre face au refus de l'Allemagne. Soutenue par l'Arabie Saoudite, le Qatar et le Royaume-Uni, la France saisit alors le Conseil de sécurité de l'ONU. Le 17 mars, une résolution prévoyant l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne et une intervention aéronavale pour neutraliser les troupes de Mouamar Kadhafi est adoptée par le Conseil de sécurité. L'armée française baptise cette opération «Harmattan», en référence au vent chaud du Sahara. Les moyens militaires engagés sont conséquents : une cinquantaine d'avions de combat et une trentaine d'hélicoptères. Des informations font également état de l'intervention de soldats d'élite français aux côtés des rebelles.

Sarkozy a voulu que la France soit le chef de file de la coalition internationale. Car derrière l'argument humanitaire du président français, se cachait deux objectifs majeurs : le pétrole et Kadhafi. A une année de l'élection présidentielle de 2012, le dirigeant libyen était devenu un «allié» particulièrement gênant. Kadhafi aurait, en effet, participé financièrement à l'élection de Nicolas Sarkozy en 2007. Selon le site Mediapart, le Guide libyen aurait versé 50 millions d'euros à travers le fonds d'investissement libyen African Portfolio. L'affaire est actuellement en justice. Pour ce qui est du pétrole, l'Elysée a appliqué la règle du premier arrivé, premier servi. Le 20 octobre 2011, Mouamar Kadhafi meurt en tentant de quitter la ville de Syrte.

La libération de la Libye est proclamée par le CNT trois jours plus tard. Mais pour les pays de la coalition, la victoire ne sera que de courte durée. Moustafa Abdel Djailil, le président du CNT, annonce sa volonté d'instaurer la Charia comme base législative du nouvel Etat libyen. Le 11 septembre

2012, l'ambassadeur des Etats-Unis à Tripoli est assassiné par un groupe de manifestants à Benghazi, le berceau de la rébellion. Christopher Steven et trois autres cadres de l'ambassade périssent dans l'attaque du siège du consulat. Tous les pays disposant de représentations dans cette ville ne tardent pas à rapatrier leurs ressortissants. La ville est entre les mains des milices islamistes. Mais en l'absence d'Etat, c'est l'ensemble du territoire libyen qui sera contrôlé par des groupes armés. La problématique de la dissémination de l'arsenal de l'armée de Kadhafi se pose avec acuité. Des armes lourdes, mais aussi des missiles sol-air sont récupérés par Al Qaïda au Maghreb islamique. L'organisation terroriste les utilise dans les pays du Sahel, principalement au Mali et en Algérie.

A l'instar de son prédécesseur, François Hollande tient à marquer son mandat par une intervention militaire en Afrique. Il débute son quinquennat par l'opération Serval, dont l'objectif étant d'éliminer les terroristes d'AQMI et du

Mujao installés au nord du Mali. Encore une fois, la victoire française ne sera que temporaire. Les groupes terroristes ont opéré un repli stratégique vers le sud de la Libye. Le Fezzan, situé au centre du Sahel, est devenu leur base logistique.

Aujourd'hui, la Libye est entrée dans un nouveau cycle de terreur. En Cyrénaïque, le général à la retraite Khalifa Haftar a pris les commandes d'une véritable armée pour engager une grande opération de neutralisation des milices armées. A Tripoli, le Congrès général national a décrété une «vacance parlementaire» confirmant ainsi l'absence de toute autorité politique.

Les territoires de l'ouest sont toujours contrôlés par les groupes extrémistes affiliés à AQMI. Ils constituent une véritable menace pour la stabilité de l'Algérie et de la Tunisie. Et cette situation est bien le résultat du désengagement de la France et de ses alliés au lendemain de la chute de Kadhafi.

T. H.

LARBI OULD KHELIFA ÉVOQUE LE SOMMET D'ALGER DES NON-ALIGNÉS :

«Revoir la représentation au sein du Conseil de sécurité»

Le Sommet des pays non-alignés, que l'Algérie accueillera et abritera du 26 au 29 mai prochains est loin d'avoir l'ambition courte. La conjoncture géopolitique n'étant plus celle qui a prévalu dans les années 1960 et 1970, le mouvement compte se redéployer autour des questions relatives à la paix dans le monde et à l'économie dominée par le tout marché. C'est ce qu'a mis en exergue hier, lors d'une conférence au siège du ministère des Affaires étrangères, le président de l'APN, Larbi Ould Khelifa.

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - Le confédératif, qui s'est attardé sur l'histoire du mouvement des non-alignés, depuis la conférence de Bandung en 1955, a esquissé, en prélude à la conférence d'Alger, les vecteurs directeurs sur lesquels devra évoluer l'action du mouvement. Et l'un des principaux défis qu'il

aura à relever, a souligné Ould Khelifa, a trait à l'engagement et aux actions qu'il lui faille entreprendre pour une révision des mécanismes de prises de décisions internationales pour la résolution des conflits. On comprend aisément que le contexte de conflits et de guerres qui émaillent nombre de régions et de sous-régions de par le

monde et les solutions internationales préconisées ont dicté le souci d'un plus d'implication pour les non-alignés. «La sécurité dans le monde doit être une question de premier ordre qui concerne toutes les instances qui veillent au maintien de la paix. La présentation et le fonctionnement du Conseil de sécurité doivent de notre point de vue être réexaminés. La représentation des différents continents et puissances régionales au sein du Conseil de sécurité est éminemment pressante car l'étendue des conflits, l'aggravation des crises et la persistance des menaces nous incitent à revoir les mécanismes de décisions

concernant la paix dans le monde et le droit de l'humanité à une sécurité partagée», a indiqué Ould Khelifa. Le mouvement des non-alignés devra aussi réfléchir, à l'occasion de son escale algéroise, à comment revenir vers un modèle économique basé sur l'éthique, c'est-à-dire qui freine, du moins, l'expansion du modèle du tout marché qu'imposent les grandes puissances. Et le troisième axe de travail du sommet d'Alger évoluera autour des luttes anticolonialistes. Ceci à travers un soutien aux luttes menées notamment par les Palestiniens et les Sahraouis.

S. A. I.

LES ATTAQUES CONTRE NOURIA BENGHEBRIT EN SONT L'ILLUSTRATION

L'école au cœur de tiraillements politiques

La nomination récente de la ministre de l'Education a réveillé les vieux démons. Otage de courants politiques antinomiques, l'école sert une fois de plus de terrain favori pour l'affrontement de deux projets de société, en témoignent les attaques dont fait l'objet Nouria Benghebrit depuis son arrivée à la tête du ministère de l'Education.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Tout juste nommée, la ministre de l'Education a eu à faire face à une véritable levée de boucliers. Attaquée de toutes parts, «souponnée» par les uns de vouloir révolutionner le système éducatif, pointée du doigt car ne maîtrisant «pas assez» la langue arabe, Nouria Benghebrit aura été l'une des rares ministres du gouvernement Sellal à être autant sous les feux de la rampe.

Son parcours professionnel et même personnel passionnent et divisent. Et pour cause, le ministère de l'Education a pour la seconde fois de l'histoire de l'Algérie une femme à sa tête. Une femme dont le bagage scientifique est avéré et dont l'apport au sein du Crasc est reconnu par

ses pairs. En acceptant un poste politique, Nouria Benghebrit n'était pas sans savoir que l'exposition dont elle bénéficiera ne la mettra pas à l'abri des attaques d'autant que l'école a de tout temps été au cœur d'une bataille aux enjeux énormes. Il ne s'agit ni plus ni moins que d'une bataille pour un projet de société.

Et en la matière, la ministre de l'Education a des positions qui ne souffrent aucune ambiguïté. L'ex-directrice du Crasc est résolument inscrite dans une démarche moderniste et plaide dans ses interventions en tant que chercheur pour une école ouverte sur le monde et totalement ancrée dans la modernité.

Et c'est visiblement cette appartenance à un courant

moderniste qui fait sortir de leurs tanières les forces de régression qui gangrènent à différents niveaux le système éducatif. L'histoire récente de l'Algérie démontre à quel point, ces forces avaient mis l'école au service de leur sinistre projet.

Durant des années, les écoles se sont transformées en lieux d'embrigadement. De jeunes élèves y ont été formatés pour peupler les maquis. S'il n'est pas question aujourd'hui de pousser vers cette voie, les forces conservatrices ne sont pas prêtes à céder un iota du terrain qu'elles occupent et c'est tout naturellement que l'arrivée d'un ministre femme portant le sceau de la modernité dérange au plus haut point.

C'est sans doute cette crainte de voir celle qui a pris part à la commission Benzaghout mettre en application les recommandations de cette dite commission qui agite les milieux conservateurs. Ces derniers passent au peigne fin les faits et gestes de la ministre dans

l'espoir d'y détecter une menace aux «constantes nationales» pour ensuite crier au scandale.

Moins d'un mois après son installation, Nouria Benghebrit n'a pourtant pris encore aucune décision susceptible de mécontenter les uns ou les autres.

Elle se limite pour le moment à écouter tout le monde : directeurs de l'éducation, syndicats et parents d'élèves ont tous été invités tour à tour à des discussions qui auront permis à la nouvelle locataire du ministère de prendre le pouls d'un secteur en perpétuelle ébullition. Passé ce temps,

elle devra cependant quitter le terrain de la neutralité pour prendre les décisions qui s'imposent pour redresser le système éducatif. Elle sera alors appelée à se départir de la distance que lui conférait son statut de chercheur pour faire des arbitrages. Aura-t-elle pour ce faire une marge de manœuvre confortable ?

En prenant part au gouvernement, elle prenait le risque de ne pas faire l'unanimité mais surtout celui de mettre le crédit dont elle bénéficie au service d'un système habitué aux compromis.

N. I.

Bouteflika réunit le Conseil des ministres aujourd'hui

Abdelaziz Bouteflika a convoqué une réunion du Conseil des ministres qu'il présidera aujourd'hui, mercredi, avons-nous appris de bonne source. A l'ordre du jour de cette réunion, l'examen de l'avant-projet du plan d'action du nouveau gouvernement Sellal qui sera présenté devant le Parlement dans les tout prochains jours. Ce même avant-projet avait fait l'objet de deux réunions du gouvernement la semaine dernière.

K. A.